



Une nouvelle fresque : Pour cacher les frasques de la privatisation !!!

Orly, le 15 octobre 2018

Les agents d'Aéroports de Paris disent **NON** à la privatisation !

Plus de privatisation, c'est plus de dividendes et plus de dividendes, c'est moins d'emplois et moins de service public.

La cession des derniers actifs de l'Etat dans ADP n'a aucune justification économique, au contraire !

La privatisation totale d'ADP répond juste à deux objectifs :

- L'un dogmatique, qui consiste à privatiser tout ce qui rapporte de l'argent sans avoir besoin d'investir (dans le système capitaliste, on privatise les profits et on nationalise les pertes et les gros investissements).
- L'autre pour remercier les copains du Président de la République qui l'ont aidé pour son élection.

Nous réaffirmons qu'ADP, qui s'est toujours autofinancé, tient un rôle stratégique et que l'Etat doit en conserver la maîtrise. L'activité aéroportuaire doit être reconnue comme une mission d'utilité publique qui rapporte à l'Etat plus de 130 millions d'euros de dividendes par an.

Pour rappel : Aéroports de Paris gère les plateformes d'Orly, de Roissy et du Bourget, ainsi que les 11 aérodromes de la région parisienne et gère 8 % de l'emploi régional. C'est un acteur fondamental du dynamisme de notre économie et de l'emploi.

Or, depuis l'ouverture du capital en 2015, ADP est devenu une Société Anonyme dont l'Etat a vendu la moitié du capital au secteur privé, nous pouvons donc d'ores et déjà en mesurer les dégâts. Depuis l'objectif premier est de maximiser la rentabilité financière au détriment de l'emploi (perte d'un emploi sur 5, soit - 1 479 salariés), des salaires, des conditions de travail et du service public.

En parallèle sur les 10 dernières années, l'entreprise a versé en tout 2 milliards d'euros de dividendes aux actionnaires, qui eux n'ont jamais rien apporté à notre entreprise.

Aéroports de Paris est aussi un grand propriétaire de terrain (6 680 hectares). La propriété des terrains nécessaires à l'exécution et au développement des missions du service public doit rester sous contrôle public et non pas vendue au rabais à des intérêts privés qui s'empresseront de réaliser d'importantes plus-values.

Alors si comme nous, vous pensez que cette privatisation est un véritable hold-up d'un bien commun, vous avez le devoir d'agir à nos côtés. Il est encore possible de contrarier ce choix étatique.